Industrie du livre en AlgÃ©rie

Dossier d'El Watan. 07/11/2016

Le marchÃ© sous le diktat des importateurs

Au delÃ de lâ€™engouement quâ€™a connu la 21e Ã©dition du Salon international du livre dâ€™Alger Ã travers le nombre important de visiteurs, dâ€™autres questions de grande importance nÃ©cessitent dâ€™Ãªtre soulevÃ©es.

Des questions liÃ©es au dÃ©veloppement de lâ€™industrie du livre, un secteur encore Ã lâ€™Ã©tat embryonnaire, qui peine Ã sortir de sa dÃ©pendance vis-Ã -vis des importations, mais aussi Ã explorer lâ€™exportation et entrer dans lâ€™Ã¨re du numÃ©rique.

Avec les difficultÃ©s que rencontrent les maisons dâ€™Ã©dition nationales, les facilitations accordÃ©es aux importations et le retard accusÃ© dans le dÃ©veloppement des nouvelles technologies, difficile de franchir ces pas. Ainsi, lâ€™appel du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, concernant la transition vers le livre numÃ©rique et la conquÃªte du marchÃ© Ã©tranger semble utopique.

Et pour cause. Tout comme les autres produits hors hydrocarbures, la production du livre fait face Ã dâ€™innombrables difficultÃ©s sur le terrain. La nouvelle loi de juillet 2015 sur le livre nâ€™a pas apportÃ© les changements souhaitÃ©s. Elle rend lâ€™investissement dans le secteur encore plus contraignant, selon les avis recueillis.

Comme Ã chaque Ã©dition, la foule Ã©tait fort nombreuse au rendez-vous du 21e Salon international du livre dâ€™Alger (SILA). Entre les mordus du livre venus dÃ©couvrir les nouvelles publications et assister aux diffÃ©rentes confÃ©rences, les Ã©tudiants, les lycÃ©ens, les familles, les affairistes, ou tout simplement les habituÃ©s des pavillons de la SociÃ©tÃ© algÃ©rienne des foires et exportations (Safex), qui ne ratent aucune manifestation Ã ce niveau, les visiteurs affluaient quotidiennement en masse vers les Pins Maritimes.

Il faut dire que la participation des centres culturels Ã©trangers a eu un impact positif sur le nombre de visiteurs venus prendre connaissance des Â«propositionsÂ» de cours de langues Ã©trangÃ¨res et se renseigner sur les conditions dâ€™accÃ¨s aux Ã©tudes supÃ©rieures en Europe ou aux USA, par exemple.

Les conditions mÃ©tÃ©orologiques, avec le prolongement des jours ensoleillÃ©s en ce dÃ©but de novembre, et la petite semaine de vacances scolaires, ont favorisÃ© cet engouement pour le SILA. Les participants ont pour leur majoritÃ© essayÃ© dâ€™adapter lâ€™offre Ã la demande en ce dÃ©but dâ€™annÃ©e scolaire et universitaire, puisque ce sont les livres les plus recherchÃ©s, surtout avec le changement opÃ©rÃ© dans les programmes. Â«Les parents veulent savoir si les livres parascolaires ont Ã©tÃ© adaptÃ©s au programme.

Vu que nous nâ€™avons pas eu le marchÃ© cette annÃ©e, nous les orientons chez ceux qui lâ€™ont eu, en lâ€™occurrence lâ€™ONPS et lâ€™ENAGÂ», nous dira la reprÃ©sente de Casbah Editions. Globalement pour cette Ã©dition, qui a regroupÃ© plus de 900 Ã©diteurs et organisÃ© sous le signe Â«Le livre, totale connexionÂ», le cap a Ã©tÃ© mis sur la diversification de lâ€™offre.

Lâ€™aspect professionnel a Ã©tÃ© relÃ©guÃ© au second plan, laissant place plutÃ´t Â«au commerce du livreÂ». Un secteur oÃ¹ beaucoup reste Ã faire pour mettre en place une vÃ©ritable industrie et pour assurer cette connexion tant recherchÃ©e entre les diffÃ©rents acteurs. Il reste alors lâ€™occasion du SILA pour augmenter les ventes et tenter de redynamiser ce segment. Et ce, dâ€™autant que pour le restant de lâ€™annÃ©e, le constat est bien lÃ .

Il a Ã©tÃ© rÃ©itÃ©rÃ© Ã maintes reprises, les librairies sont souvent dÃ©sertÃ©es et nâ€™accueillent du monde quâ€™Ã lâ€™occasion des ventes-dÃ©dicaces. Les participants au SILA 2016 ont dâ€™ailleurs relevÃ© ce paradoxe. Mme Salhi, reprÃ©sentante des Ã©ditions Gallimard, nous le fera remarquer : Â«Pendant le Salon, Ã§a marche trÃ¨s bien. Nous enregistrons beaucoup de ventes, alors quâ€™on ne voit pas autant de monde habituellement dans les librairies.Â»

Et de poursuivre : Â«Nous avons une forte demande pour les romans et les essais, dont certains ne sont pas disponibles chez les libraires. Ce qui fait que les gens, essentiellement les Ã©tudiants, attendent le Salon pour acquÃ©rir ces livres que nous cÃ©dons Ã des prix abordables, parfois mÃªme pas au taux de change officiel.Â» Â«Exemple, un livre Ã 21 euros est vendu au Salon Ã 2400 dinars, alors quâ€™on peut le retrouver ailleurs beaucoup plus cherÂ», nous expliquera la reprÃ©sentante des Ã©ditions Gallimard, pour qui la nouvelle loi sur le livre nâ€™a pas mis fin au monopole des importateurs.

Comment? Â«Pourquoi un libraire doit-il passer par un importateur pour commander un livre et Ã©viter une rupture sur le marchÃ© national?Â», sâ€™interroge-t-elle en guise de rÃ©ponse. Pour notre interlocutrice, cette mesure aurait pu diminuer la pression autour du SILA, devenue au fil des Ã©ditions plus une foire quâ€™un Salon. Â«Normalement, câ€™est une rencontre professionnelle. Il faudrait Ã mon sens revoir la structure du SalonÂ», proposera-t-elle. Pour dâ€™autres participants, ce nâ€™est pas lâ€™organisation qui inquiÃ¨te, mais plutÃ´t la baisse des ventes.

La crise sâ€™invite au salon

Câ€™est le cas pour Hachette Editions, pour qui la crise a fini par avoir son impact sur le marchÃ© du livre. Â«Il y a moins de ventes cette annÃ©e par rapport Ã lâ€™annÃ©e derniÃ¨re. Je pense que câ€™est dÃ» Ã la baisse du pouvoir dâ€™achat des AlgÃ©riensÂ», nous dira Ã ce sujet le reprÃ©sentant de Hachette. Un avis partagÃ© par un autre Ã©diteur privÃ©. Chez Mondiale livre bureautique et littÃ©rature jeunesse, lâ€™on estime que la crise a bien eu son effet sur le marchÃ© du livre. Â«Il y a moins dâ€™engouement cette annÃ©eÂ», regrette-t-on Ã ce niveau. Une tendance inversÃ©e chez Dalimen Editions, qui a accordÃ© Ã lâ€™occasion de ce Salon dâ€™importantes remises. Imene Allal, directrice dâ€™Ã©dition, Ã©value dâ€™ailleurs la demande en hausse, notamment pour les livres dÃ©diÃ©s au patrimoine et pour la bande dessinÃ©e.

Toutefois, notre interlocutrice relÃ¨ve que, concernant le marchÃ© du livre en gÃ©nÃ©ral, la nouvelle loi (nÂ° 15-13 du 15 juillet 2015), qui consigne la politique du prix unique du livre, nâ€™a rien apportÃ© comme changement. Câ€™est le cas pour la mesure obligeant un prix unique pour le livre. Â«Je comprends le librairieÂ», dira-t-elle, pour justifier la rÃ©ticence de cette catÃ©gorie vis-Ã -vis de cette mesure. Du cÃ´tÃ© de lâ€™Entreprise nationale de communication, dâ€™Ã©dition et de publicitÃ© (ANEP), lâ€™on dÃ©fend bec et ongles cette nouvelle loi.

Politique fiscale pÃ©nalisante

Intervenant la semaine derniÃ¨re sur les ondes de la Radio nationale, Si Ali Sekhri, conseiller Ã lâ€™ANEP, a estimÃ© que le nouveau texte rÃ©glementaire donnera un nouveau visage Ã lâ€™Ã©dition pour la hisser de son rÃ´le de prestataire au rang de producteur. Il citera comme avantages lâ€™encadrement, la concurrence et lâ€™incitation Ã lâ€™achat des livres par les institutions. Or, sur ce point, la crise commence Ã se faire ressentir. Â«Les institutions publiques et les ministÃ¨res ont rÃ©duit leurs commandesÂ», nous dira Ã ce sujet la directrice dâ€™Ã©ditions de Dalimen, qui relÃ¨vera par ailleurs la forte concurrence des importations dont la part est Ã©valuÃ© Ã 60 millions dâ€™euros, selon Ahmed Madi, prÃ©sident du Syndicat national des Ã©diteurs du livre (SNEL).

Une concurrence jugÃ©e dÃ©loyale par de nombreux Ã©diteurs, comme câ€™est le cas de Abdlehalim Salhi, directeur de la maison dâ€™Ã©dition, dâ€™impression et de distribution La BibliothÃ¨que verte. Â«On encourage beaucoup plus la concurrence dÃ©loyale via lâ€™importation, au dÃ©triment dâ€™une production nationale. Avec 35% du prix local, qui va aux taxes sur les intrants et 12% seulement pour le livre importÃ©, le choix est vite faitÂ», regrette-t-il. Un point que ne manquera pas de souligner le reprÃ©sentant de lâ€™ANEP, pour qui, la politique fiscale continue de pÃ©naliser la production locale.

Cependant, la nouvelle loi tente de rectifier quelques anomalies. Â«Avant, lâ€™importateur faisait de la concurrence dÃ©loyale en appliquant des remises allant jusquâ€™Ã 30%. La nouvelle loi limite ces remisesÂ», a soutenu M. Sekhri. Et de regretter, par ailleurs, le fait que la nouvelle loi donne plus de pouvoir aux Â«bureaucratesÂ» par la soumission de lâ€™Ã©dition et de la commercialisation du livre Â«Ã une autorisation prÃ©alable du ministÃ¨re de la CultureÂ». Â«Câ€™est lâ€™une des faiblesses de ce texte. En quoi un bureaucrate du ministÃ¨re de la culture a plus de compÃ©tences que moi pour choisir un texteÂ», a expliquÃ© M. Sekhri plaidant en faveur dâ€™un contrÃ´le a posteriori.

Encore tÃ´t pour parler du livre numÃ©rique

Une maniÃ¨re de lancer un appel aux pouvoirs publics pour associer les acteurs de lâ€™industrie du livre Ã lâ€™Ã©laboration de lois.
Ce que notera Ã©galement Abdelahalim Salhi, pour qui le temps est Ã la mise en place des conditions nÃ©cessaires pour la promotion de lâ€™investissement dans le livre via toutes les chaÃ®nes de lâ€™Ã©dition Ã la distribution.

Et ce, avant de passer au dÃ©veloppement du livre Ã©lectronique, qui est loin dâ€™Ãªtre considÃ©rÃ© aujourdâ€™hui comme un concurrent au livre papier, selon les tÃ©moignages recueillis auprÃ¨s des participants au SILA 2016. Â«On nâ€™est pas encore en phase de parler livre Ã©lectronique. Organisons dâ€™abord ce que nous avons avant de passer Ã ce niveauÂ», estime-t-on Ã ce sujet. A commencer par lâ€™ouverture des librairies, dont le nombre reste dÃ©risoire Ã lâ€™Ã©chelle nationale avec seulement 200 unitÃ©s qui nâ€™arrivent pas Ã se maintenir dans un secteur aussi difficile. Â«Il faut encourager lâ€™ouverture de librairies en soutenant les initiatives Ã travers les aides, lâ€™exonÃ©ration dâ€™impÃ´ts et en associant lâ€™Agence nationale de soutien Ã lâ€™emploi de jeunes (Ansej).

Ce ne sont pas les idÃ©es qui manquentÂ», prÃ©cisera lâ€™Ã©diteur Abdlehalim Salhi. Le projet de rÃ©cupÃ©ration de bouteilles dâ€™eau pour lâ€™ouverture de petites librairies sous forme de kiosques commence dâ€™ailleurs Ã faire son chemin.

Samira Imadalou

Mustapha Kallab Debbih . PrÃ©sident de lâ€™Organisation nationale des Ã©diteurs de livres : Â«Il faut donner lâ€™avantage Ã la production localeÂ»

Comment Ã©valuez-vous le marchÃ© du livre en AlgÃ©rie ?

Le marchÃ© du livre en AlgÃ©rie souffre dâ€™une crise existentielle. En effet, nous estimons que la demande publique, essentiellement exprimÃ©e en commande des bibliothÃ¨ques universitaires et de lecture publique, constitue jusquâ€™Ã 85% du marchÃ© national du livre. Lâ€™austÃ©ritÃ© recommandÃ©e par le gouvernement risque, si elle touche cette commande, de mettre fin Ã lâ€™activitÃ© Ã©ditoriale pour la majeure partie des Ã©diteurs nationaux. NÃ©anmoins, il faut prÃ©ciser que certaines catÃ©gories de livres se portent bien, je citerais par exemple le livre parascolaire et le livre de cuisine. Cela nous amÃ¨ne Ã

considÃ©rer la cause de la proportion dÃ©mesurÃ©e de la demande publique par rapport Ã la demande totale. En fait, avec prÃ¨s dâ€™un millier dâ€™Ã©diteurs, selon les statistiques officielles (BibliothÃ¨que nationale et CNRC), lâ€™Ã©dition en AlgÃ©rie fait face Ã une situation dâ€™occlusion intestinale, si vous me passez lâ€™expression, car elle ne dispose comme dÃ©bouchÃ© que de quelques dizaines de librairies pour la totalitÃ© du territoire national.

Les livres qui arrivent Ã sâ€™en sortir ne souffrent pas de cette situation car ils disposent de rÃ©seaux parallÃ¨les, la papeterie pour le livre parascolaire et les commerces de produits pour pÃ¢tisserie ou dâ€™Ã©quipements mÃ©nagers pour le livre de cuisine. Il faut ajouter Ã tout cela une concurrence dÃ©loyale, et jâ€™insiste sur le mot dÃ©loyal, de la part du livre importÃ©. Concurrence dÃ©loyale, car il bÃ©nÃ©ficie dâ€™une rÃ©glementation dÃ©sÃ©quilibrÃ©e nettement en sa faveur, puisque le livre importÃ© est assujetti Ã une TVA de 7% au lieu des 17% auxquels sont assujettis les diffÃ©rents intrants du livre et est exonÃ©rÃ© de taxes douaniÃ¨res ou assujetti Ã une taxe douaniÃ¨re Ã taux rÃ©duit, selon les conventions internationales entre lâ€™AlgÃ©rie et le pays dâ€™origine, alors que lesdits intrants du livre le sont Ã 15%.

Cela, dâ€™une part. Dâ€™autre part, la marge bÃ©nÃ©ficiaire Ã©tant importante, lâ€™importateur se permet de pratiquer des remises autrement plus importantes que celle que peut se permettre lâ€™Ã©diteur national et, de la sorte, sâ€™accapare le peu de librairies qui existent encore. Vous pouvez le constater vous-mÃªme, les librairies affichent en vitrine et sur les rayons plus de 80% de livres importÃ©s. Cette situation met en grand danger la culture algÃ©rienne, ni plus ni moins.

Quelles sont les conditions Ã mettre en Å“uvre pour dÃ©velopper lâ€™industrie du livre en AlgÃ©rie ?

En effet, il suffit de revoir un certain nombre de pratiques et de les plier au bon sens pour que les choses aillent mieux.
-Tout dâ€™abord, il faut reconnaÃ®tre le caractÃ¨re spÃ©cial du livre. Outre le fait que câ€™est un produit stratÃ©gique vÃ©hiculant notre culture et lui assurant une postÃ©ritÃ©, il faut lui reconnaÃ®tre sa qualitÃ© de produit de large consommation. Chose qui, mÃªme si elle ne reflÃ¨te pas sa situation actuelle, doit reprÃ©senter lâ€™Ã©tat normal. Ce simple changement Â«thÃ©oriqueÂ» de classification administrative du livre permettra un traitement de loin meilleur que lâ€™actuel au niveau des banques.

-Ensuite, au niveau importation, il faut donner lâ€™avantage Ã la production locale, surtout que mÃªme lâ€™Organisation mondiale du commerce ne peut sâ€™empÃªcher de considÃ©rer Â«lâ€™exception culturelleÂ». Donc, il ne sâ€™agit pas seulement de donner les mÃªmes avantages au livre algÃ©rien quâ€™au livre importÃ©, mais de donner un net avantage sur celui-ci au livre local, via les diffÃ©rents intrants de sa production tous importÃ©s.

Des mÃ©canismes ont Ã©tÃ© proposÃ©s au niveau des ateliers du BookProd, qui seront traduits en recommandations adressÃ©es Ã qui de droit.

-Egalement, pour les autorisations dâ€™importation de machines de production, nous proposons de rallonger la durÃ©e dâ€™anciennetÃ©, puisque il sâ€™agit dâ€™un matÃ©riel trÃ¨s onÃ©reux et que, mÃªme au niveau mondial, il nâ€™y a que les grandes entreprises des pays riches qui peuvent lâ€™acheter neuf et moyennant des formules de leasing Ã©chelonnÃ©es sur cinq annÃ©es. De sorte Ã ce que les trois annÃ©es, comme limite dâ€™anciennetÃ©, pour le matÃ©riel de production importÃ© par autorisation du ministÃ¨re de lâ€™Industrie et des Mines, ne nous soient pas dâ€™un grand secours. La technologie elle-mÃªme pour le matÃ©riel lourd reste dâ€™actualitÃ© pendant plus de dix ans. Dâ€™oÃ¹ nous proposons de porter cette durÃ©e Ã dix annÃ©es.

-Sur le plan formation, nous avons lancÃ© un partenariat avec le ministÃ¨re de la Formation et de

lâ€™Enseignement professionnels pour ajuster les formations prodiguÃ©es au niveau des instituts et des centres de formation aux besoins exacts de lâ€™industrie des arts graphiques pour accompagner le rajeunissement du parc machines qui est en train de se rÃ©aliser. Certains de nos partenaires proposent mÃªme de former les formateurs de ces instituts et centres de formation. Il faut savoir quâ€™il nâ€™est pas facile pour un investisseur de laisser une machine qui coÃ»te plusieurs dizaines de millions de dinars entre les mains de techniciens Ã la qualification qui laisse Ã dÃ©sirer.

-Pour la commercialisation et au niveau rÃ©glementation, le code des marchÃ©s publics devra prendre en considÃ©ration la particularitÃ© du livre. Et la comparaison devra se faire physiquement et non plus sur simple liste de titres et de prix. Un mÃªme titre peut avoir des prix diffÃ©rents, selon lâ€™auteur. Et un mÃªme titre pour le mÃªme auteur peut avoir des prix diffÃ©rents, selon lâ€™Ã©dition. Si on doit attribuer le marchÃ© au moins disant, Ã§a ne devra se faire que pour les mÃªmes ISBN, ce qui identifiera les livres comme Ã©tant les mÃªmes. Nous avons Ã©galement -dÃ©jÃ - proposÃ© au ministÃ¨re de la Culture pour les textes dâ€™application de la loi du livre, que toute commande publique devra Ãªtre constituÃ©e de 70% de production locale.

Quelles sont les principales recommandations issues du Salon pour booster lâ€™investissement dans ce secteur et freiner les importations ?

Outre ce que je viens de citer, nous pouvons rajouter pÃªle-mÃªle :

- Lâ€™activitÃ© de libraire doit Ãªtre rÃ©habilitÃ©e dans la nomenclature Ansej aprÃ¨s en avoir Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e parce que considÃ©rÃ©e comme activitÃ© de revente en lâ€™Ã©tat ne produisant pas de valeur ajoutÃ©e. Nous faisons valoir, pour cela, le fait que câ€™est une activitÃ© de laquelle dÃ©pend la survie de tout un secteur de production, lâ€™industrie du livre, qui nâ€™a dâ€™autre dÃ©bouchÃ© que la librairie.

Elle, lâ€™activitÃ© de libraire, est un appui vital Ã ce secteur, tout comme elle peut produire une valeur ajoutÃ©e immatÃ©rielle par lâ€™organisation dâ€™activitÃ©s culturelles, telles que les promotions, les ventes-dÃ©dicaces, les pÃ©riodes thÃ©matiques, etc. Ceci, dans un ordre dâ€™idÃ©es favorisant une production dâ€™idÃ©es Ã cÃ´tÃ© de la production de biens et services. Nous, câ€™est-Ã -dire lâ€™ONEL, proposons dâ€™approvisionner ces librairies crÃ©Ã©es dans le cadre du dispositif Ansej et de concevoir Ã cette fin une formation accÃ©lÃ©rÃ©e avec un institut spÃ©cialisÃ©, avec en contrepartie le respect dâ€™une clause stipulant que les rayons de ces librairies devront recevoir au moins 70% de la production nationale.

- Certains membres de notre organisation (ONEL) ont une expÃ©rience riche en matiÃ¨re dâ€™exportation de livres et de participation dans des Salons du livre africains (spÃ©cialement). Il en est ressorti que lâ€™exportation vers des pays africains est trÃ¨s possible, sauf que ces pays pauvres ne peuvent effectuer des virements en devises et proposent en contrepartie dâ€™autres marchandises en troc. Si le ministÃ¨re du Commerce pouvait Ã©tablir une espÃ¨ce de Bourse dâ€™importation des matiÃ¨res premiÃ¨res ou des productions agricoles de ces pays, il en rÃ©sulterait une exportation de livres produits localement (et/ou services dâ€™imprimerie) en parallÃ¨le Ã des importations dont le coÃ»t est exclusivement en dinars algÃ©riens.

- Si le livre algÃ©rien, dans le cadre gÃ©nÃ©ral de la reconnaissance de son caractÃ¨re spÃ©cial, bÃ©nÃ©ficiait dâ€™un coÃ»t de fret au kilogramme Ã©gal Ã celui de la datte, qui est de lâ€™ordre de 5 DA le kilogramme, il aurait de beaux jours devant lui.

En effet, on ne peut parler dâ€™exportation par containers avant de pouvoir exporter par colis. Câ€™est par de petites commandes que le livre algÃ©rien se fera connaÃ®tre. Dans lâ€™Ã©tat actuel, la chose est impossible, le coÃ»t du colis dÃ©passe de loin le prix des livres le plus fort dans les limites du raisonnable.

Alors pourquoi subventionner lâ€™export de dattes pour que lâ€™Ã©tranger mange des dattes algÃ©riennes Ã petits prix et ne pas le faire pour le livre algÃ©rien qui vÃ©hicule notre culture et nos idÃ©es. Câ€™est un autre chantier Ã creuser pour lâ€™ONEL, qui ressort du BookProd avec beaucoup de Â«pain sur la plancheÂ». De quoi occuper son temps en attendant le prochain BookProd.

Samira Imadalou

Premier salon dÃ©diÃ© Ã la production du livre : A la recherche de moyens de dÃ©veloppement dâ€™une industrie prometteuse

Pour la premiÃ¨re fois depuis lâ€™enregistrement du Salon international du livre dâ€™Alger dans lâ€™agenda de la Safex, un rendez-vous dÃ©diÃ© Ã lâ€™industrie du livre a Ã©tÃ© organisÃ© en parallÃ¨le Ã lâ€™initiative de lâ€™Organisation nationale des Ã©diteurs de livres (O.N.E.L.).

La manifestation intitulÃ©e Bookprod a eu lieu entre le 26 octobre et le 05 novembre 2016. Elle a regroupÃ© tous les mÃ©tiers du livre sâ€™Ã©tendant tout au long de lâ€™art graphique.

Pour les organisateurs dâ€™un tel Ã©vÃ©nement, câ€™est une maniÃ¨re de contribuer Ã renforcer lâ€™industrie culturelle, en construisant une approche intÃ©grÃ©e capable dâ€™apporter des rÃ©ponses aux problÃ¨mes du secteur. Le Salon a dâ€™ailleurs Ã©tÃ© riche en dÃ©bats sur de nombreuses thÃ©matiques liÃ©es Ã lâ€™industrie du livre. Il sâ€™agit, entre autres, de lâ€™impact de la mise Ã niveau des entreprises dans ce secteur, les taxes douaniÃ¨res sur les intrants du livre, lâ€™impression numÃ©rique en production industrielle, lâ€™environnement administratif du secteur, les ambitions Ã lâ€™exportation, lâ€™investissement dans le secteur, lâ€™apport de la rÃ©cupÃ©ration des dÃ©chets et enfin la formation professionnelle. A lâ€™issue des dÃ©bats, plusieurs recommandations ont Ã©tÃ© retenues et seront prochainement prÃ©sentÃ©es.

A titre illustratif pour le volet formation, il a Ã©tÃ© convenu en raison du manque dâ€™intÃ©rÃªt Ã certaines spÃ©cialitÃ©s de dÃ©velopper notamment la branche art graphique.

Et ce, dâ€™autant que les opÃ©rateurs du secteur ont Ã©prouvÃ© un besoin important en termes de rÃ©cupÃ©ration des ouvrages anciens. Il sâ€™agit Ã©galement de travailler pour sâ€™adapter aux nouvelles technologies dans ce domaine. Les formations sont beaucoup plus thÃ©oriques dans ce domaine, les machines utilisÃ©es Ã©tant dÃ©passÃ©es.

De maniÃ¨re sommaire, les solutions proposÃ©es ont trait Ã lâ€™analyse du marchÃ© du travail dans ce domaine, le dÃ©veloppement des programmes de formation et le soutien pÃ©dagogique Ã ces programmes. Le tout pour construire une interface entre le monde de la formation et celui des arts graphiques, une condition sine qua non pour dÃ©velopper lâ€™industrie du livre et crÃ©er de lâ€™emploi. Â«En dÃ©pit dâ€™un contexte de crise, les professionnels du livre tentent de se prendre en charge et dâ€™amÃ©liorer le rendement dâ€™un secteur qui rencontre nombre de contraintes freinant le dÃ©veloppement dâ€™une industrie pourtant prometteuseÂ» sâ€™engagent les organisateurs de Bookprod.

Samira Imadalou

Ammar Kessab . SpÃ©cialiste en management culturel : Â«Un marchÃ© du livre numÃ©rique a besoin

dâ€™une technologie avancÃ©eÂ»

Il y a eu en AlgÃ©rie une nouvelle loi encadrant le livre. Comment apprÃ©ciez-vous son impact sur ce marchÃ©?

La loi nÂ° 15-13 du 15 juillet 2015 relative aux activitÃ©s et au marchÃ© du livre nâ€™aura absolument aucun impact sur le marchÃ© du livre en AlgÃ©rie, car elle est dÃ©connectÃ©e de la rÃ©alitÃ© du secteur. Elle ne repose sur aucun fondement pratique et ne rÃ©pond pas aux problÃ¨mes spÃ©cifiques du livre en AlgÃ©rie. Je vous donne deux exemples : la loi prÃ©cise que le secteur privÃ© peut ouvrir des bibliothÃ¨ques de lecture publique et rÃ©aliser des profits commerciaux. Pas moins de 6 articles ont Ã©tÃ© consacrÃ©s dans cette loi Ã cette activitÃ©. Connaissez-vous, Ã travers le monde, des bibliothÃ¨ques privÃ©es qui font des profits ? Câ€™est tout simplement impossible.

Elle consacre par ailleurs plusieurs articles Ã la vente des livres numÃ©riques. Les conditions pour un marchÃ© du livre numÃ©rique en AlgÃ©rie nâ€™existent pas, donc pourquoi traiter de cette activitÃ© dans cette loi ? Par contre, la question de la distribution, qui devait Ãªtre au cÅ“ur de cette loi, a Ã©tÃ© complÃ¨tement Ã©vacuÃ©e. En rÃ©alitÃ©, cette loi Ã©tait conÃ§ue pour poser les mÃ©canismes dâ€™un contrÃ´le rigoureux de lâ€™administration sur le livre.

Elle indique, en effet, que les activitÃ©s dâ€™Ã©dition, dâ€™impression et de commercialisation du livre sâ€™exercent dans le respect, notamment de lâ€™identitÃ© nationale. Je voudrais bien savoir oÃ¹ est-ce quâ€™on peut trouver une dÃ©finition claire de cette Â«identitÃ© nationaleÂ» ? A mon avis, la loi du livre a Ã©tÃ© conÃ§ue par des personnes qui nâ€™ont aucun lien avec le secteur.

Le livre numÃ©rique se dÃ©veloppe ailleurs dans le monde. Apporte-t-il une quelconque valeur ajoutÃ©e Ã lâ€™industrie du livre en AlgÃ©rie?

Il est encore trop tÃ´t pour parler du livre numÃ©rique en AlgÃ©rie. Un marchÃ© du livre numÃ©rique a besoin au prÃ©alable dâ€™une technologie numÃ©rique avancÃ©e, y compris un accÃ¨s optimal Ã Internet, aux moyens de connexion et au paiement en ligne sÃ©curisÃ©, ce qui nâ€™est pas le cas aujourdâ€™hui en AlgÃ©rie. Lâ€™industrie du livre numÃ©rique dâ€™un pays comme lâ€™Afrique du Sud, qui est trÃ¨s en avance en matiÃ¨re de technologie par rapport Ã lâ€™AlgÃ©rie, ne reprÃ©sente que 2% de lâ€™industrie du livre en gÃ©nÃ©ral. Occupons-nous dÃ©jÃ des problÃ¨mes liÃ©s au livre imprimÃ©, Ã§a sera dÃ©jÃ un grand pas en avant.

Sur le plan Ã©conomique et dâ€™organisation, lâ€™Ã©dition numÃ©rique a-t-elle des avantages par rapport Ã lâ€™Ã©dition classique?

Non, lâ€™Ã©dition numÃ©rique nâ€™a pas encore prouvÃ© son efficacitÃ©, surtout dans les pays en dÃ©veloppement. Le livre imprimÃ© continue dâ€™Ãªtre trÃ¨s attractif et constitue lâ€™essentiel de lâ€™Ã©dition Ã travers le monde. A ce jour, elle ne reprÃ©sente que 4,3% de lâ€™industrie du livre en Italie, 5% de celui des Pays-Bas et 8,2% de celui de lâ€™Allemagne. Ce nâ€™est pas en AlgÃ©rie que Ã§a va marcher, notamment pour les raisons que jâ€™ai expliquÃ©es prÃ©cÃ©demment.

En termes de revenu, il serait thÃ©oriquement plus bÃ©nÃ©fique pour un auteur de publier en numÃ©rique que dâ€™Ãªtre Ã©ditÃ© dâ€™une maniÃ¨re classique. Lâ€™Ã©dition numÃ©rique est-elle pour autant grand public ou destinÃ©e Ã un marchÃ© de niche ?

Dans lâ€™absolu, le livre numÃ©rique peut Ãªtre complÃ©mentaire du livre imprimÃ©, en ce sens oÃ¹ le consommateur a besoin dâ€™avoir une offre Ã©clectique. Il va sans doute se dÃ©velopper davantage, mais pas avant 50 ans, dans les pays en dÃ©veloppement.

Enfin, le marchÃ© du livre en AlgÃ©rie est dominÃ© par lâ€™importation. Cela est-il un avantage ou un inconvÃ©nient pour le dÃ©veloppement de lâ€™Ã©dition numÃ©rique ?

La forte proportion des livres importÃ©s en AlgÃ©rie dÃ©montre que le secteur du livre est faible, et nâ€™arrive pas Ã satisfaire la demande locale. Maintenir lâ€™industrie du livre en AlgÃ©rie sous perfusion peut Ã©maner de la volontÃ© des lobbies des importateurs des livres, qui se sont considÃ©rablement enrichis ces dix derniÃ¨res annÃ©es. Lâ€™importation Ã outrance est un frein au dÃ©veloppement du livre imprimÃ© localement. Elle lâ€™est aussi pour le dÃ©veloppement du livre numÃ©rique.

Safia Berkouk

Lâ€™industrie du livre en crise : Dans lâ€™attente de fortes mesures de redressement

Jamais Ã©levÃ©e au rang des prioritÃ©s gouvernementales, dÃ©sertÃ©e par les lecteurs et trÃ¨s mal servie par des Ã©diteurs fraÃ®chement dÃ©barquÃ©s dans la profession et des auteurs en constante rÃ©gression numÃ©rique, lâ€™industrie du livre nâ€™arrive pas Ã trouver ses marques en AlgÃ©rie.

Le problÃ¨me ne date malheureusement pas dâ€™aujourdâ€™hui, puisquâ€™il fait lâ€™objet de dÃ©bats depuis le lancement des rÃ©formes de 1988. Des dÃ©bats sans fin et sans rÃ©sultats probants se poursuivent aujourdâ€™hui encore.

Si la production et la diffusion, autrefois dÃ©volues exclusivement Ã lâ€™Etat, se sont libÃ©ralisÃ©es, les problÃ¨mes qui minaient le secteur sont pratiquement restÃ©s les mÃªmes. A certains Ã©gards, on peut mÃªme affirmer quâ€™ils se sont exacerbÃ©s. On peut, Ã titre dâ€™exemple, citer le cas des prix autrefois plus accessibles car soutenus par lâ€™Etat qui ne le fait plus aujourdâ€™hui. Les prix exagÃ©rÃ©ment Ã©levÃ©s pratiquÃ©s depuis leur libÃ©ralisation par les Ã©diteurs et les libraires constituent, de lâ€™avis de tous les lecteurs que nous avons interrogÃ©s, la cause principale de leur prise de distance par rapport aux livres devenus pÃ©cuniairement inaccessibles.

Certains Ã©diteurs ont bien tentÃ© de contourner le problÃ¨me en rachetant des droits dâ€™auteurs de livres publiÃ©s Ã lâ€™Ã©tranger, mais le marchÃ© informel qui a rapidement pris racine sur ce juteux crÃ©neau, a vite fait de les en dissuader. Un des principaux Ã©diteurs algÃ©rois nous apprend quâ€™une part non nÃ©gligeable des nouveaux arrivÃ©s dans le monde de lâ€™Ã©dition nâ€™utilise leurs agrÃ©ments dâ€™Ã©diteurs que pour faire fortune dans le piratage de livres et autres supports culturels. Il est temps, dit-il, de mettre de lâ€™ordre dans le secteur, Ã dÃ©faut de quoi, les Ã©diteurs dÃ©serteraient la profession pour ne sâ€™occuper, pour ceux qui disposent dâ€™une imprimerie, que de lâ€™impression de livres scolaires et universitaires qui rapportent gros. Certains Ã©diteurs qui ont engrangÃ© de grosses commandes de livres scolaires, sont dÃ©jÃ dans cette logique certes mercantile, mais comprÃ©hensible pour ces opÃ©rateurs rÃ©putÃ©s commerciaux dans leurs activitÃ©s.

Mais Ã regarder de prÃ¨s, le problÃ¨me de lâ€™industrie du livre nâ€™est pas imputable Ã ce seul acteur. Toute une chaÃ®ne dâ€™intervenants se trouve impliquÃ©e en se faisant souvent mutuellement obstacle. On citera Ã titre dâ€™exemple les auteurs mal rÃ©munÃ©rÃ©s (les droits dâ€™auteur sont dâ€™Ã peine 10% des recettes perÃ§ues par lâ€™Ã©diteur) de moins en moins intÃ©ressÃ©s par lâ€™Ã©criture, les distributeurs qui ne couvrent quâ€™une part infime du territoire national, les imprimeurs de plus en plus chers sans amÃ©lioration sensible de la qualitÃ© de leurs prestations, les traducteurs qui font dÃ©faut dans la spÃ©cialitÃ© et les libraires dont le nombre se rÃ©duit comme peau de chagrin.

Entraves Ã lâ€™export

Les commerces du fast-food, de la tÃ©lÃ©phonie mobile et du prÃªt-Ã -porter, sont en effet plus faciles et plus gratifiants que le commerce du livre, qui requiert un minimum dâ€™instruction, mais aussi et surtout davantage de patience en matiÃ¨re de retour sur investissements. Etant nous-mÃªmes Ã©crivains, nous nous sommes interrogÃ©s sur le pourquoi de la non-exportation des livres algÃ©riens, ne serait-ce quâ€™en direction de pays francophones (France, Belgique, Canada) et arabophones (Egypte, Liban, pays du Golfe) oÃ¹ existe un lectorat potentiel considÃ©rable.

Tous les ouvrages Ã©ditÃ©s en AlgÃ©rie (romans, histoire, Ã©conomie, politique, sociologie) seraient bon Ã prendre par ces communautÃ©s trÃ¨s intÃ©ressÃ©es par tout ce qui se passe dans leur pays dâ€™origine. Le pays perdrait ainsi annuellement entre 150 et 200 millions de dollars, tout simplement parce que la rÃ©glementation de la Banque dâ€™AlgÃ©rie (articles 60 et 68 de la loi sur la monnaie et le crÃ©dit) fait obligation aux exportateurs de livres de rapatrier, sous peine de poursuites judiciaires, les recettes engrangÃ©es dans un dÃ©lai nâ€™excÃ©dant pas quatre mois (120) Ã compter de la date dâ€™expÃ©dition. Ce qui est impossible Ã rÃ©aliser compte tenu de la nature de cette activitÃ© bien spÃ©cifique qui requiert beaucoup de temps pour distribuer, vendre et rÃ©partir les recettes entre les diffÃ©rents intervenants commerciaux exerÃ§ant Ã lâ€™Ã©tranger.

De ce fait, les Ã©diteurs algÃ©riens ont prÃ©fÃ©rÃ© dÃ©serter ce juteux crÃ©neau de lâ€™exportation plutÃ´t que de sâ€™exposer Ã dâ€™Ã©ventuels ennuis judiciaires. La nature ayant horreur du vide, ce sont les Ã©diteurs Ã©trangers qui ont pris dâ€™assaut le marchÃ© algÃ©rien du livre en utilisant bien souvent les instruments de marketing pourtant expressÃ©ment mis en place par les autoritÃ©s algÃ©riennes pour promouvoir lâ€™exportation de ce produit culturel qui, a priori, dispose dâ€™un marchÃ© potentiel considÃ©rable Ã lâ€™Ã©tranger. Le Salon international du livre, qui draine des foules considÃ©rables, est ainsi mis Ã leur disposition pour y promouvoir le commerce de livres Ã©trangers de toutes natures, y compris, ceux qui sont piratÃ©s.

Un code du livre, dont on promet la promulgation depuis la fin des annÃ©es 90, devait aplanir une bonne part des difficultÃ©s relevÃ©es, mais il nâ€™a pas vu le jour. Attendu aujourdâ€™hui encore comme remÃ¨de miracle, on Ã©voque Ã diverses occasions sa promulgation prochaine, mÃªme si certains journalistes ayant eu accÃ¨s Ã ce projet de code, ont dÃ©celÃ© dans le texte des vellÃ©itÃ©s Ã peine voilÃ©es, dâ€™introduction de censures politique, religieuse et identitaire. Les quelques Ã©diteurs que nous avons interrogÃ©s sur la question pensent que le livre est un produit culturel qui ne se gÃ¨re pas Ã coups de lois rÃ©digÃ©es en vase clos par des autocrates qui, bien souvent, rament Ã contre-courant des rÃ©alitÃ©s du pays. Pour sâ€™Ã©panouir, lâ€™industrie du livre, affirment-ils, a surtout besoin dâ€™un cap politique clair et de mesures incitatives en faveur des mÃ©tiers utiles, mais mal rÃ©munÃ©rÃ©s du livre (Ã©crivains, traducteurs, libraires, etc.).

Lâ€™Etat rÃ©gulateur se doit dâ€™intervenir pour booster le lectorat, en multipliant le nombre de bibliothÃ¨ques de proximitÃ© et en menant des actions mÃ©diatiques de nature Ã inciter les Ã©coliers et Ã©tudiants notamment Ã lire. Nos interlocuteurs ont bien raison, le marchÃ© du livre ne peut se concevoir sans lecteurs. Sans demande consÃ©quente, ce marchÃ© est condamnÃ© Ã vÃ©gÃ©ter, voire Ã disparaÃ®tre, si les faillites des Ã©diteurs et des libraires venaient Ã Ãªtre nombreuses.

Nordine Grim

Posté par : alger-culture, le November 07 2016 12:23:20